

PRÉFACE À LA FRANCE EST-ELLE FINIE? DE JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Hubert Vedrine



Parmi les nombreuses raisons de lire le remarquable ouvrage de Jean Pierre Chevènement, réflexion sur nos quarante dernières années, il y en a une très forte: le moment. Ses analyses sur la dérégulation néolibérale, et sur le «renversement à l'échelle mondiale du partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits», il y a cinq ans, auraient été jugées archaïques, aujourd'hui, elles sont au cœur du sujet. Même remarque sur l'Europe. Jean-Pierre Chevènement en veut toujours à la gauche d'avoir perdu la bataille de «l'autre politique» contre l'«alliance de fer» Matignon-Bercy et cela dès 1981, quels qu'aient pu être les arbitrages de François Mitterrand. Son réquisitoire se concentre sur la façon dont, selon lui, «l'Europe», devançant le marché, a été avec l'Acte unique, le levier de cette déconstruction puis sur la libéralisation des mouvements de capitaux. Or, ce livre paraît au moment même où l'Allemagne entend imposer à la zone euro sa définition de la rigueur (Madame Merkel a «inspecté» l'Espagne et lui a donné un satisfecit!). Or tout le propos de Mitterrand, des années avant l'inéluctable unification, était d'éviter à la France de se trouver enfermée dans une zone mark. Il avait obtenu la monnaie unique. Ensuite, l'Allemagne avait imposé ses critères de gestion, et avait bloqué tout «gouvernement économique». Voici qu'elle l'accepte, pour le ravissement de quelques-uns («l'Allemagne est encore européenne!») mais dirigée par elle, sur la base de sa politique. D'où la force vertigineuse de l'interrogation de Jean-Pierre Chevènement: «Mitterrand voulait priver l'Allemagne de son mark; avait-il vu qu'il allait doter l'Europe d'un mark bis?» Qui décide de quoi dans la zone euro? Le débat de ce printemps 2011 est plus vital encore pour nous que les prometteuses révoltes arabes. Jean-Pierre Chevènement espère-t-il réveiller une gauche (et une France) piégée par l'europhobie et le néolibéralisme? Dans ce réquisitoire radical, deux choses frappent. D'abord, ses conversations avec Mitterrand, échelonnées sur vingt cinq ans. Il a regretté plusieurs de ses choix, et sa funeste «téléologie européenne». Pourtant au grand dépit de Max Gallo, il parle toujours de Mitterrand avec respect et affection. Il attribue ses choix à un pari pascalien sur l'Europe, celui d'un homme qui ayant vécu en 1940 la désagrégation en cinq semaines de son pays, considère qu'il «ne peut pas s'isoler». Il réplique à Chevènement: «Où seraient nos alliés pour votre «autre politique»?» Le caractère raisonnable des propositions de Jean-Pierre Chevènement sur l'euro frappe d'autant plus. Il n'en prône pas «d'emblée» l'abandon, même après avoir souligné ses vices de conception. Il veut seulement «en changer les règles du jeu» pour en reprendre le contrôle. Il accepte ainsi une mutualisation partielle de l'endettement public, mais l'accompagne d'une initiative de croissance, d'un emprunt pour les infrastructures, de mesures de protection sélectives et provisoires, et d'un cours de l'euro «juste», qui n'asphyxie plus son industrie. A défaut, écrit-il, il faudra un plan B ... Jean-Pierre Chevènement ne serait plus lui-même s'il n'insérait pas ses analyses dans une vaste réflexion sur l'Histoire que la France et l'Allemagne sont vouées à continuer ensemble, sauf à en sortir ensemble; sur la gauche, qui doit retrouver la République - idée toujours neuve - et la France; sur une «République européenne des peuples» à inventer. Tous ceux qui avaient ostracisé Jean-Pierre Chevènement sur le marché, la nation et l'Europe sont eux-mêmes dans un tel désarroi qu'ils feraient bien de le lire, tout en relisant aussi Delors et Jospin!



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Préface à La France est-elle finie? de Jean-Pierre Chevènement



01/01/2011